

Cette année, la Banque de France, la CCI de région Hauts-de-France et la Chambre d'Agriculture ont souhaité partager ensemble leur diagnostic sur la situation économique de la région Hauts-de-France à travers un communiqué de presse commun.

RESULTATS DE L'ENQUETE BANQUE DE FRANCE SUR LE BILAN 2018 ET LES PERSPECTIVES 2019 DES ENTREPRISES REGIONALES

(À partir des données financières fournies par un échantillon représentatif de plus de 2500 entreprises régionales)

Bilan de l'année 2018 : la région a connu un dynamisme modéré, à l'image des évolutions observées au plan national.

Le chiffre d'affaires de l'industrie régionale a progressé plus modérément en 2018 (+2,9 % contre 4,5% en 2017), porté par une dynamique comparable des exportations. Dans ce contexte, les effectifs industriels sont de nouveau en repli (-1%). Initié l'an passé, l'investissement industriel a confirmé son redressement (+4,4 %).

En 2018, le secteur des services marchands a confirmé son dynamisme amorcé dès l'année dernière, avec une nouvelle progression de son chiffre d'affaires (+4,2%) au regard de la précédente enquête (+2,5%). Les effectifs ont été nettement renforcés (+6,4%) et des investissements importants ont été consentis (+14%).

De retour en 2017, la croissance du secteur du BTP s'est amplifiée en 2018, avec un bon niveau de croissance (+4,2 %), des effectifs à présent en hausse (+2,3%) et des investissements en progression modérée de 1,7%.

Perspectives 2019 : les prévisions annoncent un ralentissement de l'activité des entreprises régionales

Pour 2019, les industriels anticipent une légère érosion de la croissance d'activité (+2,4%), toujours soutenue par les exportations, ainsi qu'une hausse modérée des investissements (+2,2%) et une quasi-stabilité des effectifs (-0.1%).

Le secteur des services marchands prévoit une croissance plus mesurée (3,6%), se traduisant par des recrutements moins importants (+3%). L'investissement, après avoir rebondi, devrait se contracter significativement (-8,1%).

Dans le BTP, l'activité devrait connaître un ralentissement très marqué, après certes deux années de croissance, avec une production quasiment stable en 2019 (+0,1%), qui devrait s'accompagner d'un très net repli des investissements (-15,6%) et d'une consolidation des effectifs (+0,5%).

RESULTATS DE L'ENQUETE CCI DE REGION SUR LE BILAN 2018 ET LES PERSPECTIVES 2019 DES ENTREPRISES REGIONALES

(À partir des réponses de 4 050 dirigeants d'un échantillon représentatif du tissu économique régional)

BILAN 2018 : RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITE REGIONALE

Les 4 000 dirigeants d'entreprise des Hauts-de-France qui ont été interrogés par la CCI de région confirment l'atonie de l'activité régionale observée également à l'échelle nationale en 2018. En Hauts-de-France, la situation économique n'a pas progressé, le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires (la différence entre les opinions favorables et défavorables) reste inchangé par rapport à 2017 pour s'établir à +26%. Ce résultat s'explique notamment grâce à la bonne tenue des ventes à l'étranger alors que les ventes domestiques sont en recul.

On observe de fortes différences entre les secteurs d'activité. La reprise de l'activité s'est poursuivie dans le BTP, l'industrie et le transport-logistique. A l'inverse, l'activité recule dans les services aux particuliers, les hôtels et restaurants et fait du sur-place dans le commerce de détail. Enfin, les plus petites entreprises affichent des performances moins favorables que les PME et les ETI pour lesquelles le solde d'opinion sur le chiffre d'affaires dépasse 50%.

PERSPECTIVES 2019 : DECELERATION PREVUE DE L'ACTIVITE

Les dirigeants se montrent plus pessimistes pour l'activité 2019 avec un solde d'opinion qui recule de 8 points par rapport aux opinions exprimées l'an dernier pour les prévisions 2018, cette baisse serait notamment due à un recul des ventes sur le marché domestique. **La plupart secteurs d'activité anticipent une décélération de leur activité** notamment le commerce interentreprises, le BTP et les services aux entreprises. La situation de l'industrie et des services aux particuliers devrait globalement se maintenir au même niveau qu'en 2018. Seul le secteur des hôtels et restaurants table sur une légère progression de son activité. Au niveau de l'emploi, 77% des dirigeants anticipent une stabilité de leurs effectifs.

UN DIRIGEANT SUR DEUX JUGE LE NIVEAU DE DIFFICULTES DE RECRUTEMENT ELEVE

Le secteur du transport-logistique et celui des services aux particuliers souffrent encore plus que les autres secteurs des problèmes de recrutement avec plus de 60% de jugements considérés « fort ». Les difficultés de recrutement sont davantage marquées dans les petites entreprises, souvent moins bien structurées au niveau RH que les grandes entreprises. Parmi les raisons avancées, **65% des dirigeants citent le manque de motivation des candidats** loin devant l'absence de formation aux métiers recherchés (29%) et les difficultés à attirer les candidats (20%). L'impact de ces difficultés de recrutement reste modéré

sur les grandes entreprises. En revanche, il est plus élevé dans les entreprises de moins de 50 salariés et celles du secteur du BTP et du transport-logistique.

LA TRANSFORMATION DIGITALE DES ENTREPRISES : OU EN SONT LES ENTREPRISES DE LA REGION ?

Si la digitalisation est devenue aujourd'hui un incontournable pour les entreprises, le défi reste de taille. En effet, 78% n'ont pas défini de stratégie pour leur transformation digitale. Alors que 50% des grandes entreprises (+ de 250 salariés) ont défini leur feuille de route du digital, seulement 11% des entreprises de moins de 10 salariés l'ont établie. Par ailleurs seuls 16% des dirigeants ont anticipé cette transition vers le digital et modifié l'organisation de l'entreprise.

Le digital : un impact positif pour les entreprises de la sphère productive

Le digital impacte généralement le fonctionnement interne de l'entreprise (son organisation, ses ressources humaines, l'approche clients...). Parmi les impacts positifs, les dirigeants ont mis en avant l'amélioration de l'organisation du travail (48%), ou encore une meilleure qualité de l'information (38%) et une meilleure efficacité sur le management (37%).

Le digital est incontournable dans la sphère résidentielle mais il existe encore de nombreux freins

52% des dirigeants du commerce de détail, des services aux particulier et des hôtels-café-restaurants jugent le digital comme indispensable à leur activité. Dans le HCR, 46% des dirigeants indiquent que le digital est complexe à intégrer dans leur entreprise.

Il demeure des freins à la transformation digitale : le manque de compétence en interne (28%), la complexité du sujet (25%) et le manque de moyens financiers (27%) restent le plus souvent évoqués.

LA SITUATION ECONOMIQUE DU MONDE AGRICOLE EN HAUTS DE FRANCE PAR LA CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE

L'AGRICULTURE, UN SECTEUR DE POIDS DE L'ECONOMIE REGIONALE QUI DOIT FAIRE FACE A DE NOMBREUX DEFIS

1ère région française productrice de blé, de pommes de terre, de betteraves sucrières, d'endives, de glaces, de produits amylacés... les Hauts-de-France se hissent en haut du podium des régions françaises voire européennes pour de nombreuses productions agricoles et agroalimentaires. Forte de sa position géographique, de son bassin de population et de l'implantation de nombreuses infrastructures de transport et de nombreux outils industriels, elle dispose d'une palette d'atouts pour continuer à se développer et créer de la richesse et de l'emploi.

Toutefois, face à des marchés volatiles, aux aléas climatiques, à une vive concurrence de nos voisins européens et à des attentes sociétales de plus en plus nombreuses, les exploitations agricoles régionales sont confrontées à une multitude de défis qui ont des impacts sur leur création de valeur ajoutée, leur rentabilité, leur capacité d'investissement ou encore la transmission de leur outil de travail. Les chocs conjoncturels, de plus en plus fréquents, accentuent des tendances structurelles fortes à l'œuvre.

UNE RECOLTE 2016 CATASTROPHIQUE QUI LAISSE ENCORE DES TRACES SUR LES RESULTATS DES EXPLOITATIONS AGRICOLES REGIONALES

Les mauvaises conditions climatiques de l'été 2016 ont eu d'énormes conséquences sur les exploitations agricoles régionales, qui se font encore ressentir.

Plus de la moitié d'entre elles ont enregistré en 2016 un résultat négatif, impactant fortement leur rentabilité. En 2017, les conditions ont été meilleures, et les récoltes dans la moyenne des dernières années. Toutefois, 2016 laisse encore ses traces sur les résultats économiques, car l'endettement des exploitations reste au seuil des 50 %, seuil de risque considéré comme élevé. Il en est de même sur le poids des annuités, qui interrogent sur la rentabilité et la pérennité des exploitations. Les ratios économiques restent globalement défavorables pour la région, davantage qu'en moyenne nationale.

L'accident climatique de 2016 aux conséquences économiques importantes est révélateur de la volatilité importante de l'économie agricole, et donc des revenus et de la richesse qu'elle génère. Une volatilité de plus en plus présente et aux amplitudes élevées....

COMMERCE EXTERIEUR AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE : DES EVOLUTIONS QUI INTERROGENT

Longtemps une force pour l'économie régionale, le commerce extérieur agricole et agroalimentaire des Hauts-de-France est de moins en moins excédentaire. La mauvaise récolte de 2016 a eu des impacts rapidement ressentis puisque les exports de produits bruts ont chuté entraînant un déficit début 2017, jamais enregistré jusqu'alors. Le commerce extérieur a alors pâti de la perte de clients historiques à l'export, notamment au Moyen-Orient et au Maghreb

En 2018, les échanges se redressent, en grande partie grâce au dynamisme des produits phares d'exportation (céréales, sucre, produits amylacés qui représentent 1/3 des exportations régionales), mais la balance commerciale reste timidement excédentaire, loin des niveaux de 2014 et 2015. Cela tient essentiellement à l'évolution des échanges de produits transformés, à plus forte valeur ajoutée. Sur les 5 dernières années, les exportations de produits transformés stagnent quand parallèlement les importations ne cessent d'augmenter. La région devient donc de plus en plus dépendante de l'extérieur pour ses produits alimentaires notamment ceux issus de l'élevage avec des déficits qui se creusent pour les produits laitiers et les viandes, et la création de valeur se fait de plus en plus au-delà des frontières.

LE RENOUVELLEMENT DU TISSU PRODUCTIF ET LA CREATION D'EMPLOIS : DES ENJEUX MAJEURS

Près d'un exploitant régional sur 2 a plus de 55 ans, ce qui pose question sur la capacité du secteur agricole à se renouveler et continuer à créer de l'activité. En effet, sur 100 exploitants, on en compte seulement 2,7 nouvellement installés, une proportion inférieure à la moyenne nationale (3 %). En 2017, 1 300 départs en retraite ont été enregistrés contre 850 installations d'exploitations. Ce déficit de chefs d'exploitations ne cesse de croître sur les dernières années.

Parallèlement, de nombreuses tensions sur le marché du travail existent. Les besoins de main d'œuvre sont croissants et de plus en plus nombreux. 10 % des projets de recrutement dans les Hauts-de-France ont concerné l'agriculture et l'agroalimentaire en 2018.

Des chiffres qui interpellent au regard de l'impact de l'emploi agricole sur l'emploi régional. En effet, de l'amont à l'aval l'emploi d'un actif dans l'agriculture génère l'emploi d'1,24 actif dans les autres secteurs d'activité (logistique, recherche, services, transformation, négoce, machinisme...). Autrement dit : autour d'une exploitation agricole régionale gravitent 9,5 actifs !

Contacts Banque de France :

Directrice régionale : Kathie WERQUIN-WATTEBLED

Chef du service Études-Banques : Marc TRESCARTES

Directrice départementale de l'Oise en charge du suivi des études régionales : Isabelle GASTAL

Contacts CCI de région Hauts-de-France :

Nathalie DELELIS, direction de la communication (03 20 63 78 99, n.delelis@hautsdefrance.cci.fr)

Grégory STANISLAWSKI, directeur régional des études (03 20 63 79 52, g.stanislawski@hautsdefrance.cci.fr)

Contacts chambre d'agriculture :

Hélène GRANDCLAUDON, chef de service Etudes, Prospective économique et territoriale (03 20 88 67 41, helene.grandclaudon@agriculture-npdc.fr)